

GUERRILLA ET VIOLENCES URBAINES

Les banlieues des grandes villes de France se sont enflammées en octobre et novembre 2005 durant trois semaines. Les violences ont débuté à Clichy-sous-Bois suite au décès accidentel de deux jeunes électrocutés dans un transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés pour échapper à la police. La rumeur proclamant qu'ils étaient poursuivis par la police au moment du drame a déchaîné les passions. Le quartier s'est embrasé le soir même avant que les violences ne s'étendent à d'autres cités de la Seine-Saint-Denis puis de la région parisienne et enfin des grandes villes de France.

Les actions commises par les émeutiers consistaient principalement en des incendies de véhicules, de bâtiments administratifs et de grands magasins ; mais aussi des heurts avec les forces de l'ordre attaquées avec des cocktails Molotov, voire prises pour cibles par des tirs d'armes à feu. L'ampleur du phénomène, sa durée et la propagation de l'embrasement ont conduit de nombreux commentateurs à parler de guérilla urbaine. Il apparaît donc légitime de s'interroger sur le parallèle qui peut être réalisé entre ces événements dramatiques et le concept marxiste-léniniste de guérilla urbaine.

Après avoir revisité le concept de guérilla urbaine des penseurs de la révolution prolétarienne, ce dernier sera comparé avec les violences urbaines commises, notamment au travers des modes opératoires. Il s'agira ensuite d'essayer de comprendre l'idéologie de cette nouvelle guérilla urbaine. Enfin, sera analysé le risque d'une instrumentalisation de ces violences pour créer une véritable insurrection armée mais aussi les moyens de s'y préparer.

La guérilla urbaine

Le concept de guérilla urbaine a été théorisé par Marx¹ et Engels à la fin du XIX^e siècle, avec comme modèle historique le soulèvement ouvrier de la Commune de 1871, à Paris. Il s'agit donc originellement d'un soulèvement populaire ouvrier qui vise à renverser le pouvoir bourgeois en place. Le

concept de guérilla urbaine a été, par la suite, développé par Lénine et Mao Zédong, qui l'ont mis en application lors des révolutions bolchevique et chinoise. Mais le guide pratique qui fixe les principes de l'action du guérillero urbain a été rédigé par Carlos Marighela², révolutionnaire brésilien, en 1969. Marighela, dans son ouvrage, détaille l'action qu'une guérilla doit mener en milieu urbain car il voulait notamment offrir une alternative au livre d'Ernesto Guevara³, *La guerre de guérilla*. Dans cet opuscule, Guevara expose que l'action de la guérilla, dans les pays ruraux d'Amérique latine, doit s'exercer principalement à la campagne, et non dans les villes, car elle peut bénéficier d'un terrain propice pour se dissimuler et combattre les forces de sécurité. Marighela, tout comme Guevara, présentent les concepts qui animent la guérilla ainsi que les principes et les modes d'action. Mais quel que soit le théâtre de l'action, la ville ou la campagne, les deux concepts principaux restent identiques.

Premièrement, le but du guérillero est de renverser le pouvoir établi par la révolution. En second lieu, la révolution peut éclore à partir d'un foyer insurrectionnel, si l'action politique est conduite simultanément au sein de la population. Le rôle de ce foyer révolutionnaire ou *foco* est d'initier puis de propager la révolution à l'ensemble du pays. Les principes de la guérilla que l'on peut retirer des ouvrages de ces penseurs de l'action révolutionnaire sont les suivants :

- bénéficier de l'effet de surprise ;
- engager le combat sur un terrain que l'on connaît mieux que l'ennemi ;
- jouir d'une plus grande mobilité ou d'une plus grande rapidité que les forces de répression ;
- bénéficier du soutien de la population locale, notamment sur le plan du renseignement.

Le concept de guérilla urbaine a été développé et expérimenté tout au long du XX^e siècle. Il a notamment guidé de nombreuses causes révolutionnaires mais

¹ Karl Marx, *La guerre civile en France 1871 (la Commune de Paris), 1871.*

² Carlos Marighela, *Manuel du guérillero urbain, 1969.*

³ Ernesto Guevara, *La guerre de guérilla* dans *Textes militaires*, La Découverte, 2001.

aussi été appliqué par des mouvements terroristes⁴.

Les violences urbaines et la guérilla urbaine

Dans les événements violents survenus dans les banlieues, il est possible de dresser certaines comparaisons entre les actions commises et les principes ou modes opératoires du guérillero.

Les violences ont très majoritairement été commises dans les cités. Pour la région parisienne, seules quelques actions sont survenues dans Paris *intra muros*. Les émeutiers profitent de la connaissance du terrain et amènent l'ennemi, c'est-à-dire les forces de l'ordre, à combattre là où ils le désirent. Ils peuvent, après un affrontement et lorsque la police reprend le contrôle du quartier, disparaître dans une cave pour ressortir quelques mètres plus loin et ainsi semer aisément leurs poursuivants.

Ils bénéficient également dans leur quartier du soutien acquis ou imposé de la population. Ils sont en effet soutenus ou tout du moins compris par une partie de la population, le reste préférant rester passif de peur des représailles.

Constitués en groupes, se scindant et se rassemblant très rapidement notamment par l'utilisation de SMS, les émeutiers ont bénéficié d'une rapidité et d'une mobilité bien plus grandes que les forces de maintien de l'ordre.

Choisissant le lieu et la façon d'attaquer, les insurgés ont réellement utilisé l'effet de surprise. Ils ont même commis des embuscades, procédé très souvent employé par les guérillas. Ainsi, ils ont, par exemple, pu attirer les forces de l'ordre en incendiant des véhicules, puis en leur jetant des cocktails Molotov afin de les amener sous les immeubles. Les policiers se trouvaient alors pris à partie par des complices dissimulés sur les toits et leur jetant divers projectiles.

Le procédé de l'embuscade a connu une mise en œuvre digne d'une guérilla aguerrie à Grigny, en Essonne, le 6 novembre au soir. Des policiers interviennent suite à l'incendie de véhicules sur un parking. A peine arrivés, les fonctionnaires sont pris à partie par une centaine de jeunes à coups de projectiles et de cocktails Molotov. Appelés en renfort, des

policiers arrivent à l'aide de leurs collègues. Mais les émeutiers eux aussi disposent de renforts dissimulés à proximité. Ils attaquent ainsi les flancs du dispositif policier, tentant même d'encercler les forces de l'ordre qui ont également essuyé des tirs d'armes à feu. Les émeutiers ont su ici réaliser une embuscade en accord total avec le principe souvent évoqué par Guevara dans *La guerre de guérilla* : toujours posséder une force de réserve qui soit numériquement la plus importante et qui puisse réagir face à l'arrivée de renforts au profit des forces adverses.

Les modes d'action des émeutiers sont en adéquation complète avec ceux de la guérilla urbaine, mais la comparaison entre les violences commises et la guérilla marxiste-léniniste semble ne pas se rejoindre sur le but poursuivi.

La guérilla urbaine révolutionnaire cherche à renverser le régime en place pour imposer un régime révolutionnaire marxiste alors que dans les banlieues, on peut s'interroger sur les objectifs réellement poursuivis.

La base idéologique de cette nouvelle guérilla urbaine

Dans les jours qui ont suivi le début des émeutes, de nombreux analystes ont évoqué le rôle de manipulation exercé par les trafiquants de drogue des quartiers d'une part et les réseaux islamistes de l'autre. En effet, si à partir d'un phénomène localisé, il est possible d'aboutir à un enchaînement de la violence dans de nombreuses cités de la région parisienne, on est conduit à se demander si ces actions ne sont pas coordonnées. Il semble, avec un peu de recul et en s'appuyant sur l'analyse effectuée par la police nationale⁵, que la réalité soit bien différente.

Interrogeons-nous d'abord sur les raisons qui pousseraient les trafiquants et autres extrémistes islamistes à favoriser l'éclosion d'un soulèvement généralisé dans les banlieues.

Tout d'abord, pour les délinquants et autres caïds qui profitent d'un certain état de non-droit dans ces banlieues, c'est l'occasion de creuser un peu plus le fossé entre leur quartier et sa population d'un côté, et les autorités et l'opinion publique de l'autre. Ainsi

⁴ Action directe, les Brigades rouges ou la Fraction armée rouge, en Europe occidentale.

⁵ Réunion du 21 novembre 2005 des principaux directeurs centraux de la police (sécurité publique, CRS, RG, PJ) autour du directeur général de la police nationale et rapport des RG du 23 novembre.

ils entretiennent l'image de zone de non droit sur leur « territoire », s'assurent le soutien d'une partie importante, très majoritairement jeune de leur quartier, et attisent la haine de la police et de toute forme d'autorité. Pour eux, le but est le maintien du *statu quo* et surtout la pérennisation de leurs activités illicites. Comme l'argent des trafics profite à d'autres personnes du quartier, leur intérêt est commun avec de nombreux individus qui soit les soutiennent, soit restent passifs. Mais des observateurs avisés rapportent aussi que les zones où les trafics sont importants sont soit épargnées par les troubles, soit retrouvent le calme plus rapidement que les autres. En effet, l'installation d'une importante présence policière ne peut qu'être néfaste aux « affaires ». C'est pourquoi les trafiquants ont intérêt à maintenir le calme dans leur quartier. Le rôle joué par des petits truands, chefs de bandes, est sans nul doute significatif mais la stigmatisation des trafiquants de drogue de ces quartiers apparaît comme abusive et contraire à ce qui a pu être noté.

Pour les quelques idéologues djihadistes de la révolution des banlieues, les événements dramatiques permettent de déclencher l'embrasement de certains quartiers. Partisans d'un islamisme radical, ils cherchent non le *statu quo*, mais l'embrasement général, pour renverser le pouvoir en place et établir un régime islamique. Sachant que leur but ne peut être atteint immédiatement, ils tentent ainsi d'étendre leur base populaire lors de ces événements et de radicaliser leur quartier pour, là aussi, augmenter le fossé entre la population de ces quartiers et les représentants de l'autorité étatique, voire le reste de la population. Mais la police n'a pu démontrer aucune implication des milieux islamistes dans l'organisation de ces événements, même si certains mouvements ont essayé de les récupérer au profit de leur cause.

Il semble plutôt que les jeunes ont agi d'abord en réaction à la mort de deux des leurs, et qu'ensuite les violences se sont développées par effet de mimétisme et de compétition entre cités. Aucune connexion entre les différentes bandes n'a pu être démontrée. Plusieurs notions confuses s'amalgament dans l'esprit des jeunes qui veulent défendre leur quartier, c'est-à-dire, tout à la fois, leur territoire, leurs intérêts financiers provenant de certains trafics et une

certaine idéologie révolutionnaire et identitaire. Le mélange des objectifs permet d'avoir une base importante et une grande unité dans l'action.

En comparaison avec les émeutes de 1992 à Los Angeles, qui étaient l'œuvre de gangs importants, les violences en France ont été commises par des groupes qui pouvaient se composer et se recomposer très rapidement, et dont le noyau dur était très limité en taille. Il est ainsi possible, par analogie avec le concept marxiste-léniniste de guérilla urbaine, de parler d'un nouveau prolétariat, prolétariat intérieur, qui se révèle et se réalise dans les actions violentes qu'il commet et qui a également le sentiment de s'inscrire dans une grande opposition internationale face aux Etats occidentaux. Bien que citoyens d'un pays développé, sa marginalisation le fait se rapprocher d'une opposition tiers-mondiste face au Nord qui les rejette. Ces jeunes se sentent ainsi appartenir à une nouvelle internationale de lutte contre les pays riches, dont ils représentent la mouvance intérieure.

Les jeunes qui veulent s'en sortir et obtenir plus de considération peuvent être instrumentalisés par des idéologues de la révolution, et notamment par les terroristes djihadistes. Même si la base idéologique des événements qui se sont produits est très disparate, une certaine orchestration des actions par des extrémistes est toujours plausible.

La menace réelle réside bien dans l'utilisation de ces flambées de violences par des terroristes islamistes qui, afin de déstabiliser les démocraties occidentales, pourraient utiliser simultanément l'arme du terrorisme et l'insurrection des banlieues.

Les développements possibles de la violence urbaine

Poussant à une radicalisation des violences, instaurant une vraie guérilla et la combinant avec d'autres actions notamment terroristes, le but serait alors d'instaurer le chaos le plus important possible, voire de conduire à la guerre civile. Ce risque existe car, le terreau du terrorisme islamiste en Europe est la pauvreté et le sentiment de rejet d'une population d'origine immigrée et notamment musulmane.

Il s'agit de se préparer à une véritable insurrection dans les banlieues. Les émeutes

de Los Angeles qui avaient fait cinquante quatre morts, plus de deux mille blessés, et duré seulement six jours, ne seraient alors qu'une faible illustration de ce qui pourrait survenir en France⁶ si rien n'est fait. Les mesures à envisager sont bien entendues d'abord préventives : économiques, sociales, éducatives ou d'urbanisme. Mais il est aussi nécessaire d'envisager les tactiques à employer localement en cas de malheur.

L'acquisition du renseignement reste primordiale : connaissance des réseaux, du milieu humain mais aussi du milieu physique. Il faut cartographier de manière très précise les zones de troubles possibles, posséder des plans détaillés des immeubles et de tous les accès.

En cas de déclenchement des troubles, ensuite, il s'avère nécessaire d'employer des forces spécialisées dans le maintien de l'ordre, en nombre suffisant pour éviter l'escalade de la violence et les réponses disproportionnées. Il faut aussi développer de nouvelles techniques de police. Lors des événements à l'automne dernier, devant la mobilité des bandes de jeunes, les forces de l'ordre ont dû se diviser en petits groupes de six à huit policiers, capables de se regrouper rapidement, et surtout capables de quadriller un terrain plus important et d'être très mobiles. Des hélicoptères ont aussi été utilisés et ont permis de renseigner les troupes au sol sur les menaces présentes sur les toits des immeubles.

Si l'embrasement se poursuit au-delà du maintien de l'ordre traditionnel, le risque principal est, dans un premier temps, l'utilisation d'armes à feu par des extrémistes, cachés derrière une foule d'émeutiers. Ceci paralyserait l'action des forces de sécurité qui ne peuvent utiliser aveuglément leurs armes. Les terroristes chercheraient à provoquer l'escalade, notamment en entraînant des réactions violentes de la part de la police, voire des morts chez les insurgés afin d'aggraver la situation.

Face à une telle situation, il s'agit d'isoler au plus tôt la zone, de couper les relais de portables et brouiller les communications VHF, pour empêcher les groupes mobiles de communiquer. Les actions se pratiquant majoritairement de nuit, des moyens de vision nocturne sont nécessaires, notamment si le courant est

coupé ou l'éclairage public saccagé. Les hélicoptères peuvent s'avérer extrêmement utiles, mais des appareils équipés de jumelles de vision nocturnes (JVN) et surtout de caméras thermiques et de systèmes cartographiques sont ici nécessaires. Ils peuvent permettre de détecter des personnes embusquées sur les toits, des groupes mobiles et de renseigner les éléments au sol. Ils n'ont pas besoin d'employer un phare visible et donc de se faire repérer grâce aux JVN et à l'emploi de la thermie. Un système cartographique couplé à un GPS, comme il en existe maintenant dans les voitures, permettrait de localiser précisément la position des émeutiers. Tout le travail cartographique réalisé en amont serait utilisé ici à la fois à bord des aéronefs et au sol, pour avoir une base de données unique et des plans très détaillés.

Ces équipements sont d'ailleurs utilisés à bord d'aéronefs de polices étrangères et permettent de poursuivre de nuit des fuyards, en appui des unités au sol ou d'effectuer de la surveillance. En France, les hélicoptères du ministère de l'Intérieur sont ceux de la sécurité civile, qui sont avant tout conçus pour le sauvetage et ne possèdent pas de caméra thermique. L'aide des armées pourrait se manifester dans ce domaine ainsi que par exemple dans les moyens de brouillage. D'autres aéronefs emporteraient des tireurs d'élite près à neutraliser les insurgés armés. Enfin, des hélicoptères de transport pourraient être prêts à hélicopter sur les toits d'immeubles des groupes d'assaut afin de s'emparer d'une plate-forme ou d'investir un immeuble par le haut et le bas simultanément. Des drones capables de maintenir le stationnaire et équipés de caméras visible et infrarouge pourraient également compléter le dispositif et servir de moyens de renseignement et d'alerte.

Ce nouveau type d'affrontements débutant par du maintien de l'ordre et pouvant se terminer par de la lutte anti-guérilla doit être étudié et conceptualisé de manière à y adapter des techniques nouvelles ou non et mettre en oeuvre des tactiques idoines.

Le rôle des média dans ces déchaînements de violence s'avère aussi très important. En France, la presse a, en établissant des cartes des violences commises et en effectuant une surenchère informationnelle, poussé à la compétition

⁶ Ou dans d'autres pays européens : Grande-Bretagne, Belgique...

CHEF D'ESCADRON TALARICO
ARMEE DE TERRE / FRANCE

entre quartiers. Elle porte donc une lourde responsabilité dans la propagation des violences. Après quelques jours, certains médias en ont pris conscience. Ainsi, des chaînes de télévision ont décidé de ne plus communiquer de bilan par quartier et de limiter la diffusion des scènes de violence. Il s'agit, maintenant, pour le gouvernement, de profiter de cette prise de conscience des médias pour établir avec eux une charte de bonne conduite en cas d'événements graves. Cela existe au Royaume-Uni. On a pu le constater lors des attentats à Londres de juillet 2005 : la presse n'a pas montré de corps de victimes et a tout de suite voulu montrer que la vie reprenait un cours normal sans céder à la psychose terroriste. Il faut entretenir le débat sur le rôle des médias afin de les amener à prendre toutes leurs responsabilités si de nouveaux drames devaient survenir.

Considérer les violences récemment commises comme de simples soubresauts sans suite serait prendre un pari très risqué pour notre pays. Les autorités françaises doivent au contraire réaliser que même si, par le passé, des violences urbaines se sont

déjà produites, elles n'avaient rien de commun avec celles qui viennent de survenir, en terme de durée et de généralisation de l'embrasement. Ce sont bien des méthodes de guérilla urbaine qui ont été mises en œuvre par les émeutiers, mais sans base idéologique révolutionnaire. De plus, la menace que fait peser le terrorisme islamiste sur les pays occidentaux ne peut que faire craindre une manipulation étrangère du mécontentement d'une partie de la population, non intégrée, afin d'amener le pays au bord de la guerre civile.

Il s'agit donc bien d'être lucide face à ces menaces et de prévoir des plans d'interventions incluant des équipements et des mesures adaptées. La planification doit prendre en compte les possibilités offertes par les nouvelles technologies mais aussi les moyens existants, en particulier dans les forces armées, et ce, afin de les utiliser à bon escient.

Après le grave avertissement que la France vient de subir, il faut maintenant s'atteler à éradiquer les causes de ces explosions de violence mais aussi prévoir toute la panoplie des ripostes graduées possibles.